

Alors que les rivalités ethniques se déchaînent

Rwanda : l'Etat décapité

Au fil des règlements de comptes entre clans rivaux, l'ancien parti unique n'en finit pas d'éclater. Le président de la République n'a plus de pouvoir et le gouvernement de coalition attend que se termine la transition. L'armée est dans la nature. Et les pillards dans les rues... Kigali, la capitale, sombre dans la terreur.

SENNEN
ANDRIAMIRADO

Faut pas
exagérer
quand même !

MNRD
en fait

La guérilla menée par le FPR (Front patriotique rwandais) est loin d'être terminée. Mais une autre a commencé, bien plus dangereuse, qui risque de faire éclater un Rwanda déjà exigu (26 338 km²), surpeuplé (7,5 millions d'habitants), déchiré entre des ethnies rivales, lesquelles, à leur tour, explosent aujourd'hui en sous-ethnies régionales.

L'orage a commencé le 28 mai 1992. Ce jour-là, les militants d'un parti nouvellement créé, la CDR (Coalition pour la défense de la République), hissent leur drapeau dans la cour de leur siège. De jeunes militants du MDR (Mouvement démocratique rwandais) et du PSD (Parti social-démocrate), tous deux de l'ancienne opposition, aujourd'hui représentés au sein du gouvernement de coalition, surgissent et arrachent le drapeau, en accusant le CDR de n'être qu'un satellite de l'ancien parti unique, le MNRD (Mouvement national rwandais pour le développement) du président Juvénal Habyarimana.

Riposte du MNRD : des membres du parti se ruent vers le sud de la capitale, dans le quartier de Kimihurura où se trouvent la primature et, donc, le Premier ministre du gouvernement de transition Dismas Nsengiyumweye, dont l'équipe comprend les quatre principales formations politiques actuelles : le MNRD, bien sûr, le MDR, le PSD et le PL (Parti libéral). Les deux camps s'affrontent, alors que les forces de l'ordre sont inexplicablement invisibles.

Le lendemain vendredi 29 mai, aux manifestants et contre-manifestants se joignent les pillards. Des magasins sont vidés, des mai-

sons d'habitation littéralement « cannibalisés ». Kigali sombre dans la terreur. Dans les rues, des jeunes arrêtent les passants et leur réclament leur carte... de parti. Tout adversaire est conquis, battu, volé. Un haut responsable du MNRD est poursuivi par une meute de 150 jeunes opposants. Bilan de cette folle journée : 7 morts.

Par-delà les simples clivages politiques, se cachent les haines ethnico-régionales. La fameuse CDR s'est toujours proclamée défenseur des intérêts de la majorité hutue contre la minorité tutsie. Mais, tout comme le MNRD, elle recrute surtout ses membres dans le nord du Rwanda : les régions de Gisenyi, de Ruhengeri et de Byumba que les Hutus du Sud ont toujours considérées comme les enfants gâtés du régime de Habyarimana.

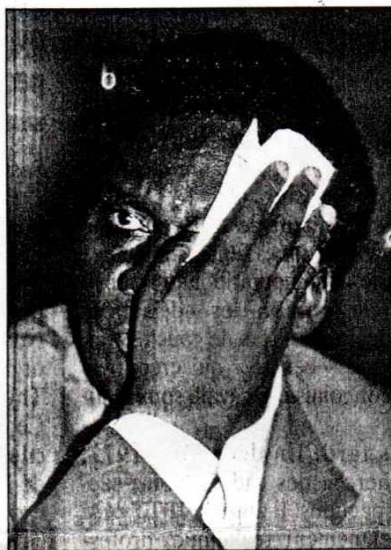
Une fois le parti unique enterré, les vieilles frustrations explosent aujourd'hui. Un embargo de fait a été décrété par certains contre les commerçants originaires du Nord. C'est ainsi que les véhicules immatriculés GB (Gisenyi), HB (Ruhengeri) et IB (Byumba) ont quasiment disparu des rues de Kigali : nordistes, leurs propriétaires préfèrent ne pas circuler pour éviter les provocations et, bien entendu, les agressions.

Mais où sont parties les forces de l'ordre ? Seuls quelques éléments de la police ont vaguement tenté d'endiguer la vague de pillage. Et l'armée ? Elle est en vadrouille, presque en rébellion. Des militaires ont pillé, le 30 mai, les locaux de la Banque commerciale et de la Caisse d'épargne à Kibuyé. Des militaires ont ratissé la ville de Gisenyi, avant de cacher leur butin dans la forêt environnante.

Des militaires désertent, avec arme et munitions, et commencent à

rançonner les voyageurs. Ils ont visiblement bien appris la leçon de leurs collègues zairois. Ils ont surtout bien compris la menace qui pèse sur leur tête : le gouvernement de transition a promis de procéder à « une large démobilisation », c'est-à-dire au renvoi de milliers de militaires. Depuis le début de la guérilla du FPR, l'armée avait quasiment décuplé ses effectifs. La raison oblige à « la démobilisation », même si la guérilla n'est pas terminée.

Tout espoir de paix civile est-il définitivement enterré ? A Bruxelles puis à Paris au début du mois de juin, des pourparlers ont eu



Le président Juvénal Habyarimana : démobilisé.

VERSELE/GAMMA

Les militaires redoutent de devoir rendre des comptes.

lieu entre les trois partis de l'opposition participant au gouvernement de transition et les rebelles du FPR. Ils n'ont pas conclu un accord de paix, ils n'ont pas arrêté une stratégie commune, mais ils ont constaté leur convergence sur un point qu'ils considèrent comme la condition de la paix : Juvénal Habyarimana doit partir avant les élections prévues pour 1993.

Nordistes contre sudistes

Mais l'actuel président est peut-être...déjà parti. Au fil des règlements de comptes entre clans rivaux, son propre parti politique, le MNRD, n'en finit pas d'éclater. La majorité hutue qui passait pour être sa base se révèle divisée en Hutus du Sud et Hutus du Nord. En définitive un tribalisme en cachait un autre : la rivalité ancestrale entre Hutus et Tutsis est comparable à celle qui oppose dé-

sormais nordistes et sudistes du fait des privilèges que se sont accordés certains clans de l'ancien parti unique.

Et il y a pis pour Habyarimana : pour tenter de normaliser *in extremis* son régime, il a démissionné de l'armée, laquelle a perdu la tête. Le général Habyarimana s'étant lui-même démobilisé, les chefs militaires ne bénéficient plus de l'écran qu'il représentait et certains sont décriés comme des profiteurs subitement devenus orphelins et terrifiés de devoir rendre des comptes.

En somme le Rwanda est à vau-l'eau. Le président de la République n'a plus de pouvoir. Le gouvernement de coalition attend que se termine la transition. L'armée est dans la nature. Et les pillards dans les rues. A supposer que Juvénal Habyarimana décide de partir demain, rien n'est prêt pour assurer la continuité de l'Etat. ●

ÉCLAIRAGE

Histoire d'une brochure sur le Togo

L'objectif de départ pouvait paraître noble : rétablir les « faits » sur la situation des droits de l'homme au Togo, après avoir mis de côté tout ce qui relève de la « rumeur » et de la « manipulation ». Le résultat l'est beaucoup moins. A tel point qu'on se demande qui, finalement, déforme les faits, qui suscite des rumeurs et qui manipule qui.

A vue d'œil, la luxueuse brochure intitulée « *Togo : Faits, Rumeurs et Manipulations* » et généreusement distribuée à Paris depuis le début de mai s'inscrit dans le cadre d'une opération de relations publiques rondement menée. Dont la finalité est de contrer et de banaliser l'essentiel des graves accusations portées par Amnesty International contre le régime du général Gnassingbé Eyadéma.

On s'en souvient, le 8 avril dernier, Amnesty revenait longuement, témoignages et photos à l'appui, sur les multiples violations des droits de l'homme qui ont émaillé le règne de l'ancien « timonier national » du Togo. Tout y passe : les sinistres camps de rééducation de Kaza (village du centre du Togo), les centres de tortures dans le nord du Togo, sans oublier la mort en détention, en mars 1984, de l'ancien vice-président togolais (de 1963 à 1966), Idrissou Antoine Méatchi, soumis à la diète noire.

Toujours dans le même rapport, l'organisation humanitaire basée à Londres réclamait l'ouverture d'enquêtes exhaustives sur les crimes récents demeurés jusque-là impunis, à commencer par l'assassinat, par des policiers, de vingt-huit manifestants, dont les corps ont été retirés de la lagune de Bê, à Lomé, le 11 avril 1991.

Dans la foulée du cri d'alarme d'Amnesty, sort à Paris, quelques semaines plus tard, *Togo : Faits, Rumeurs et Ma-*

nipulations. Son auteur, un certain Emmanuel Prost, un jeune Français, ancien étudiant en économie actuellement sous les drapeaux, se présente lui-même (indications reprises par les agences de presse) comme « spécialiste des dossiers humanitaires en Afrique et membre d'Amnesty International ».

« Il est effectivement membre, comme des milliers de personnes, de la section française de notre organisation. Il fait partie d'un groupe qui s'occupe d'un ou de plusieurs prisonniers politiques », reconnaît-on au siège d'Amnesty. Avant d'ajouter : « Mais il n'a aucun statut chez nous, et il n'était pas mandaté pour parler en notre nom. Il ne peut donc écrire des rapports ou tenir des propos qui nous engagent. L'opinion d'Amnesty sur la situation des droits de l'homme au Togo se trouve dans notre dernier rapport. Nous n'avons rien à retrancher... »

Tiré à 25 000 exemplaires, *Togo : Faits, Rumeurs et Manipulations* relève, entre autres, plusieurs « inexactitudes » et « invraisemblances » dans la relation des événements tragiques de Bê. Rédigée « en toute indépendance », après une visite au Togo, « l'enquête » de Prost a été commanditée par un mystérieux Collectif des associations pour la démocratie et la défense des droits de l'homme en Afrique (CA 3DHA), dirigé depuis Paris par un certain Henri Pemot, informaticien et « poète » originaire du Congo. « Nous avons financé la plaquette avec les cotisations versées par les associations membres du collectif et grâce à des subventions », dont l'intéressé, joint au téléphone, refuse de livrer l'origine.

Sans doute parce que les associations membres du CA 3DHA sont aussi mystérieuses que le collectif qui les abrite. A tel point que certains membres de l'opposition togolaise pensent qu'il s'agit, ni plus ni moins, de véritables « sous-marins ou satellites » de l'ex-parti unique, le Rassemblement du peuple togolais (RPT), d'Eyadéma. ●

Francis Kpatindé